

RÉSOLUTION

adoptée par le Comité Politique National
(30 Septembre - 1^{er} Octobre 1961)

Nous publions ci-dessous le texte de la résolution adoptée à l'unanimité par le C.P.N. après ses délibérations des 30 septembre et 1^{er} octobre.

Le Bureau National, mandaté pour constituer un Front aussi vaste que possible contre le régime gaulliste, s'attache en premier lieu à prendre des contacts, notamment avec les organisations syndicales.

Précisons d'autre part, qu'avant la réunion du C.P.N., le Bureau National avait procédé, lors de sa réunion hebdomadaire, à un échange de vue avec Pierre Mendès France. Celui-ci a également informé le Bureau que, sur la demande du secrétaire général de la S.F.I.O., il avait eu un entretien avec Guy Mollet, au cours duquel ils avaient confronté leurs appréciations de la situation politique.

DEPUIS la fin de l'été, des éléments nouveaux sont intervenus dans la situation française.

I

La politique tortueuse et contradictoire suivie par le général de Gaulle en Algérie nous a

conduit au bord des explosions les plus dangereuses. Tandis que les conditions d'un accord entre le Gouvernement Français et le G.P.R.A. paraissent enfin réunies, le fascisme militaire de l'O.A.S. tend peu à peu à substituer sur le territoire algérien son autorité à celle du Gouvernement central. Son action contribue à creuser davantage le fossé entre la communauté musulmane et la communauté européenne. Le pays vit désormais dans la menace de la guerre civile.

II

Les signes d'affaiblissement du régime se sont multipliés. La fronde parlementaire n'en est que l'expression la plus superficielle. Le régime, dont nous avons dès le premier jour, souligné le caractère profondément réactionnaire, n'a résolu aucun des grands problèmes qui se posent au pays. Il va d'expédient en expédient et chaque fois que la pression populaire se fait sentir (article 18, revendications paysannes), il est contraint au recul.

Le général de Gaulle cherche à tirer parti de ce recul pour faire croire à la possibilité d'un fonctionnement démocratique de son régime. Tel est, en particulier, le but des contacts qu'il a pris récemment avec les chefs de

différents partis. Mais la désaffection croissante de l'opinion après trois ans d'expérience gaulliste rend aujourd'hui plus difficile le succès d'une telle manœuvre.

III

C'est dans ces contacts que se situent les résolutions du Conseil National de la S.F.I.O. Cette évolution d'une organisation qui se voulait « à l'avant garde de la V^e République » justifie la fermeté et l'orientation de la politique du P.S.U. Sans doute y a-t-il encore beaucoup d'ambiguïté dans l'attitude des dirigeants de la S.F.I.O., qui, tout en parlant d'un cartel démocratique, ne renoncent pas à certains projets d'union nationale. Sans doute y a-t-il aussi à l'origine de cette évolution le phénomène « saisonnier » qui, à la fin de chaque législature, ramène la S.F.I.O. dans l'opposition, mais le mouvement qui se dessine dans les couches sociales influencées par ce parti revêt néanmoins une grande importance et permet d'envisager un élargissement de la lutte contre le régime.

IV

L'affaiblissement du régime contribue également à accentuer le courant qui pousse les syndicats à prendre de plus en plus de responsabilités politiques. Tous les appels au regroupement qui sont actuellement lancés mettent en effet l'accent, comme le P.S.U. l'avait fait lui-même depuis longtemps, sur le rôle que peuvent y jouer les grandes centrales ouvrières, les organisations paysannes, la Fédération de l'Éducation Nationale et l'Union des Étudiants.

DEVANT une telle situation, le P.S.U. considère que le problème le plus urgent, celui auquel il faut donner une réponse immédiate, est le problème de la mobilisation de toutes les forces susceptibles de s'opposer à un nouveau putsch militaire et d'imposer la conclusion de la paix entre la France et l'Algérie.

Plus que jamais, le P.S.U. estime que cette mobilisation ne peut se faire autour du général de Gaulle, qu'elle doit être avant tout une mobilisation populaire, que les syndicats sont les mieux placés pour prendre les initiatives d'actions communes, enfin que les propositions qui seront faites s'adressent également, en toutes circonstances, au Parti Communiste.

Le P.S.U. pense également que l'évolution de la situation permet désormais de poser au grand jour le problème de la mise sur pieds d'une organisation d'auto-défense antifasciste.

Il est évident que la mobilisation populaire peut grandement faciliter le développement des forces qui travaillent au renversement du régime et à l'instauration d'une démocratie nouvelle, dans la perspective même tracée par la politique du **FRONT SOCIALISTE**.

Mais, comme le souligne la résolution votée par le Congrès National de Clichy, « l'existence du régime n'est pas liée seulement à la guerre d'Algérie ou à la personne du général de Gaulle ». Les classes dirigeantes ont intérêt à maintenir une partie des structures autori-

taires qui ont été imposées après le 13 mai 1958 cependant que les masses populaires ne manifestent aucun enthousiasme pour la restauration du système politique tel qu'il existait avant le 13 mai.

Si la possibilité se présente de substituer pacifiquement au système gaulliste un régime démocratique, si imparfait soit-il, le P.S.U. appuiera sans hésitation ceux qui se montreraient capables de réaliser cette transformation. Mais, nous devons également nous tenir prêts à affronter une crise brusque et brutale qui peut se produire à tous moments. La tâche essentielle de toutes les forces démocratiques consiste aujourd'hui à préparer les regroupements nécessaires pour assurer la succession démocratique au régime gaulliste.

Dans les deux hypothèses, il est indispensable que les représentants des organisations politiques et syndicales de l'opposition, se réunissent et jettent les bases d'un programme qui ne puisse en aucun cas être confondu avec la tentative d'un retour à la IV^e République. Mais il est encore plus indispensable que, sans attendre le résultat de ces discussions, des actions communes soient entreprises dans tout le pays en vue d'objectifs précis.

Les récentes déclarations de notre camarade Pierre MENDES FRANCE, qui ont rencontré un grand écho dans le pays, ouvrent à cet égard d'intéressantes perspectives.



C'EST pourquoi le Comité Politique National mandate le Bureau Politique National :

I

Pour qu'il prenne contact avec toutes les formations qui se déclarent prêtes à combattre la politique du régime ;

II

Pour qu'il souligne clairement, à l'occasion de ces contacts, la nécessité d'une attitude sans ambiguïté à l'égard du régime lui-même ;

III

Pour qu'il veille à ce que les représentants des organisations syndicales soient toujours associés à ces discussions ;

IV

Pour que cette politique ne soit jamais limitée à des rencontres de sommet et pour qu'elle soit, au contraire, étroitement liée à des propositions d'actions pratiques répercutées par tous les organismes du Parti.

V

Le Comité Politique National estime qu'il faut maintenant poser au grand jour le problème de la mise sur pieds d'une organisation d'auto-défense antifasciste, pousser la préparation technique d'une grève générale, multiplier les contacts avec les officiers et les soldats décidés à résister à un putsch éventuel, démasquer dans chaque localité et dans chaque administration les complices de l'O.A.S. et organiser dans tout le pays une série de colloques, de

meetings et de manifestations de masse.

●

Le Comité Politique National demande d'autre part aux membres du Parti qui participeront à la discussion d'un programme commun de mettre en avant les idées suivantes :

- Nationalisation des grands pôles de domination économique,
- Etablissement d'une planification démocratique,
- Contrôle ouvrier de la production,
- Réforme des structures agricoles,
- Augmentation des salaires,
- Diminution de la durée du

travail,
— Statut de la Presse et de l'Information assurant leur indépendance à l'égard du gouvernement et des puissances d'argent.

●

Le Comité Politique National tient enfin à rappeler que la politique définie par le Congrès de Clichy implique non seulement que se constitue une vaste coalition populaire mais encore qu'au sein de cette coalition se renforce sans cesse l'alliance entre le Parti lui-même et les différents courants qui combattent pour les perspectives du FRONT SOCIALISTE.

Appels unitaires pour l'autodéfense anti-O.A.S.

• DANS L'HERAULT LA LOIRE ET L'ISÈRE

Dans une résolution commune, les Unions Départementales C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., et l'A.G. des Etudiants de l'Isère, « certaines d'interpréter les sentiments des travailleurs, des enseignants et étudiants de l'Isère, dénoncent l'activité terroriste des groupes factieux qui se poursuit en France et en Algérie. Elles considèrent que la poursuite de cette activité fasciste n'est rendue possible qu'en raison des faiblesses manifestées à leur égard par le Pouvoir.

« Elles appellent les travailleurs, enseignants et étudiants de l'Isère à renforcer leur Union pour répondre par des actions de masse à toute initiative des factieux et imposer des mesures énergiques qui seules mettront fin à ces actes criminels. »

• A SAINT-ETIENNE...

A Saint-Etienne, vingt-deux partis et organisations ont signé en commun une motion flétrissant les attentats fascistes de l'O.A.S. Ce texte déclare notamment :

« Les organisations soussignées... s'élèvent contre la carence évidente du pouvoir, attitude qui ne peut qu'encourager les auteurs d'attentats et qui fait peser les plus lourdes menaces sur les libertés qui subsistent encore.

» Les organisations soussignées appellent les travailleurs de la Loire, les républicains, à demeurer plus que jamais vigilants et unis, afin de faire face aux tentatives des pires ennemis de la paix et de la démocratie. »

Parmi les signataires, on note : Le

P.S.U., le P.C.P., le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti républicain radical et radical-socialiste, l'A.R.A.C, le Comité d'action de la Résistance, la C.G.T., la Fédération des anciens d'Algérie, le Mouvement de la Paix, l'U.J.C.F., la F.N.D.I.R.P., etc.

• ... ET A MONTPELLIER

A Montpellier, à la suite de la lettre de menaces reçue le 22 septembre dernier par Louis Nadal — lettre annonçant son « exécution » par l'O.A.S. — et des attentats ultras, le Comité antifasciste a adopté une résolution signée par le P.S.U., le P.C.F., le Parti Socialiste S.F.I.O, la « Gauche Indépendante », la Jeune République, la C.G.T., la C.F.T.C, soit en tout 13 organisations.

Dans ce texte, on peut lire notamment : **Plus que jamais, nous appelons tous tes républicains à oublier tout ce qui les divise pour ne penser qu'à ce qui les unit.**

« Afin de renforcer la cohésion et la force de la lutte antifasciste, le Comité décide pour les jours et les semaines qui suivent l'organisation de nombreuses réunions dans les quartiers et entreprises en vue, d'une part de la constitution de Comités de vigilance républicains et de défense antifasciste, d'autre part, du renforcement de l'action des comités existants.

« Ces comités auront pour tâche de contribuer à une rapide et large mobilisation des masses républicaines en même temps qu'ils prendront toutes dispositions capables d'empêcher l'O.A.S. de nuire.

« Nous invitons les républicains conscients de la gravité de l'heure à prendre les initiatives nécessaires pour faciliter l'action du Comité antifasciste. »